

Visages politiques: András Schiffer



Fondateur du parti Lehet Más a Politika (La

Politique peut être Différente), András Schiffer attend avec confiance les élections législatives du mois d'avril.

Diplômé en droit de l'Université ELTE, András Schiffer est membre de plusieurs associations d'assistance judiciaire. Il a travaillé pendant près de 12 ans au sein de la Société pour le droit à la liberté (Társaság a szabadságjogokért) avec laquelle il a par exemple réussi à empêcher la mairie de Budapest d'adopter un décret qui visait à limiter les rassemblements citoyens, suite aux émeutes anti-gouvernementales de l'automne 2006. András Schiffer travaille également pour l'association Habeas Corpus qui défend les intérêts des homosexuels et des femmes molestées, ainsi que pour le Forum de défense des intérêts psychiatriques. Militant de gauche au début des années 1990, il s'est éloigné de la vie politique jusqu'en 2005, année où il a été chargé de la campagne du futur Président de la République, László Sólyom. En 2008, il est co-fondateur de l'initiative Lehet Más a Politika et devient l'un des trois porte-paroles de cette formation au moment où elle obtient le statut de parti politique. Le LMP s'est par ailleurs doté d'une structure très démocratique selon laquelle un comité de treize membres dirige le parti, comité dont András Schiffer fait également partie.

András Schiffer considère que son parti a de réelles chances pour entrer au Parlement à l'issue des élections législatives d'avril prochain. Il espère obtenir entre 5 et 10% des votes, conformément aux prévisions de plusieurs analystes politiques. De son point de vue, le LMP peut, contrairement aux autres partis, donner une vision cohérente de l'avenir du pays. La plus grande erreur de la classe politique actuelle

est, selon lui, que les partis se définissent et formulent leurs idées et programmes en se basant sur le passé et non pas en se tournant vers l'avenir. Ainsi, ceux qui sont „de gauche” en Hongrie ne le sont que parce qu'ils étaient sympathisants du régime socialiste des années 1980 (les “années Kádár”), tandis que les citoyens de droite justifient leur approche par les tristes expériences vécues par leurs familles sous le communisme. Au lieu de s'inscrire dans cette logique, le LMP se veut à la fois libéral, conservateur et de gauche et considère que les trois ne sont pas incompatibles. Selon András Schiffer, il faut séparer les problèmes pour lesquels le libéralisme connaît le remède de ceux qui exigent d'être conservateur et donc défenseur des traditions du pays.

Le LMP publiera son programme officiel à la mi-mars mais, comme l'a fait savoir András Schiffer, il ne contiendra rien de surprenant par rapport aux priorités du parti publiées à l'occasion de sa fondation en 2008 ainsi que durant la campagne européenne. Toutes leurs propositions seront soumises au principe de faisabilité. Ils envisagent une campagne positive et demandent le partenariat des autres partis pour élaborer un Code éthique qui définirait les règles d'une campagne électorale transparente et mettrait fin aux dépenses occultes des partis. Ils ont également demandé aux partis parlementaires de convoquer une session extraordinaire avant les élections afin de régler le problème du financement des partis, mais jusqu'ici seul le MDF a adhéré à cette initiative.

Selon plusieurs politologues, le grand rival du LMP lors des législatives sera le nouveau MDF, qui cible également les électeurs déçus par la politique des partis Fidesz et MSZP, les plus influents depuis 1994. La rivalité du LMP et du MDF a par ailleurs d'ores et déjà commencé lorsque András Schiffer a critiqué le partenariat entre le MDF et le parti libéral SZDSZ, lors d'une conférence de presse à la mi-janvier. Il considère que leur coopération est “un excellent exemple de ce à quoi la vie politique en Hongrie ne devrait jamais ressembler” et que le seul point commun des deux partis en question est leur manque de crédibilité. Il a critiqué Lajos Bokros, candidat du parti MDF au poste de Premier Ministre, pour son soutien au projet d'une „carte sociale” sur laquelle seraient versées les allocations des citoyens les plus démunis, carte qui ne leur permettrait de dépenser leur allocation que pour l'achat de certains produits. Selon l'interprétation d'András Schiffer, il s'agit d'une proposition démagogue qui ne serait d'aucun secours pour les citoyens les plus pauvres.

Anna Bajusz

•

Catégorie

Agenda Culturel